

est à peine supérieur à celui de la ville de Londres. Ses richesses ne sont pas sans exciter la convoitise des pays qui l'entourent. Advenant la défaite et la ruine de l'Angleterre, qui protégerait le commerce canadien ?

Le sort du Canada est intimement lié à celui de l'Angleterre. Longtemps encore, il aura besoin de la protection armée de celle-ci et de ses capitaux pour exploiter les immenses richesses dont il dispose.

Et Sir Wilfrid Laurier a eu raison de dire que si l'heure critique venait pour l'Angleterre, le Canada ne devrait reculer devant aucun sacrifice pour assurer le salut de l'Angleterre, son salut propre et le salut de la liberté civile et religieuse dont il jouit.

N'est-ce pas confesser entre les lignes que nous nous sommes liés, par le vote du 29 mars, à suivre aveuglément la Grande-Bretagne dans tous ses fourragements et toutes ses randonnées ; qu'en remettant virtuellement au gouvernement anglais la haute direction de notre milice et de notre marine (pour la milice, c'était déjà fait depuis un an, bien que personne à vrai dire n'en eût parlé), nous avons adhéré, en matière militaire, à cette fédération impériale dont les Canadiens-Français, il y a à peine dix ans, ne pouvaient entendre parler sans frémir.

A ce sujet, rien d'instructif comme les modifications que M. Laurier a lui-même apportées au deuxième paragraphe de son ordre du jour après le discours du chef de la gauche, M. Borden.